



Une approche de la précarité en Occitanie

Tableau de bord / Édition 2020



Direction régionale
de la jeunesse, des sports
et de la cohésion sociale



Avant-propos

Les pouvoirs publics et l'ensemble des acteurs sociaux portent une attention particulière aux phénomènes de pauvreté, de précarité et d'exclusion, présents à la fois dans les milieux urbains et ruraux. Des programmes d'intervention sont mis en œuvre par différents acteurs pour apporter des réponses de proximité, le plus en amont possible, et garantir aux personnes concernées l'accès aux droits fondamentaux. Parce qu'ils sont difficiles à cerner de façon globale, du fait de leur diversité et de leur évolution, il est nécessaire que l'information sur ces phénomènes soit approfondie, suivie et mieux partagée, d'où les travaux annuels sur la précarité en région Occitanie.

Cette préoccupation est inscrite au cœur des travaux du partenariat régional construit par les Caisses d'allocations familiales (CAF) de la région, représentées par les CAF de la Haute-Garonne et de l'Hérault, l'Association régionale des caisses de mutualité sociale agricole (ARCMSA), les Caisses régionales d'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat), la Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), la Direction régionale de Pôle emploi, l'Agence régionale de santé (ARS) et la Direction régionale de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) d'Occitanie.

Pour mieux répondre aux besoins locaux, ces travaux s'appuient sur trois types de produits :

- ce **tableau de bord de la précarité**, actualisé chaque année et constitué d'indicateurs régionaux et départementaux sur les principaux minima sociaux, l'accès aux soins et la précarité financière. L'édition 2020 du tableau de bord propose une photographie en 2018 de la précarité dans la région Occitanie ainsi qu'au regard de la situation métropolitaine. Pour les prestations versées par les Caf, il n'a pas été possible de reconstituer des séries longues en raison d'un changement dans les données de référence ;
- des **données localisées**, constituées d'indicateurs du tableau de bord plus détaillés et fournis sur des zonages d'intérêt ou d'intervention publique allant de la commune à la région. Chaque année, ces fiches complètent les tableaux de bord en permettant une analyse territoriale de la précarité ;
- une **étude thématique**, annuelle ou bisannuelle (collection *Insee Analyses* ou *Insee Flash Occitanie*), qui aborde des problématiques régionales fortes : le tableau de bord - édition 2020 s'accompagne ainsi de l'*Insee Analyses Occitanie* n°99 - " Inactivité et chômage des jeunes : un éloignement de l'emploi à plusieurs facettes ".

Dans une région désormais marquée par la crise sanitaire de la Covid-19, les données de 2018 présentées dans ce tableau de bord sont à voir comme une référence à laquelle se rapporter lorsque les indicateurs sur les principaux minima sociaux seront disponibles pour l'année 2020.

Tous ceux qui s'intéressent aux problématiques sociales ou jouent un rôle dans la lutte contre la précarité trouveront, dans cette publication, des éléments de connaissance répondant à leurs questions et utiles à la conduite de leurs actions.

Que toutes les personnes qui ont permis sa réalisation en soient vivement remerciées.

Table des matières

Fiche 1 : le revenu de solidarité active.....	4
Fiche 2 : l'allocation adulte handicapé.....	8
Fiche 3 : l'allocation de solidarité spécifique.....	11
Fiche 4 : l'allocation supplémentaire vieillesse et l'allocation de solidarité aux personnes âgées.....	13
Fiche 5 : la couverture maladie universelle complémentaire.....	15
Fiche 6 : la prime d'activité.....	17
Fiche 7 : la précarité financière.....	20

Tableau de bord de la précarité – édition 2020

Fiche 1 : le revenu de solidarité active

Définitions

Le revenu de solidarité active (RSA)

Le revenu de solidarité active (RSA) traduit le droit fondamental de tous les citoyens à disposer de ressources suffisantes pour vivre conformément à la dignité humaine, droit énoncé dans le préambule de la Constitution française de 1946 et par le Conseil de l'Europe.

Le RSA, mis en place le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine, se substitue au revenu minimum d'insertion (RMI), à l'allocation de parent isolé (API) et aux dispositifs d'intéressement à la reprise d'activité qui leur sont associés. Le RSA est versé par les caisses d'allocations familiales (CAF) et les caisses de la Mutualité sociale agricole (MSA).

Qui peut bénéficier du RSA ?

L'accès au RSA est soumis à conditions de ressources du foyer éligible. À ce titre, les ressources de toutes les personnes composant le foyer sont prises en compte, y compris les aides au logement de façon forfaitaire et certaines prestations familiales. Elles correspondent à la moyenne mensuelle des ressources perçues au cours des trois mois précédant la demande.

Le RSA peut être versé à toute personne âgée d'au moins 25 ans résidant en France, ou sans condition d'âge pour les personnes assumant seule la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Depuis le 1^{er} septembre 2010, les jeunes de moins de 25 ans ayant travaillé au moins deux années au cours des trois dernières années peuvent également en bénéficier.

Le RSA peut aussi être majoré pour les parents qui assument seuls la charge d'au moins un enfant né ou à naître.

Les élèves, étudiants ou stagiaires non rémunérés ne peuvent pas bénéficier du RSA, sauf s'ils bénéficient du RSA majoré ou s'ils travaillent en parallèle de leurs études ou de leur stage et que leurs revenus professionnels sont supérieurs à 500 euros par mois.

Barème des montants mensuels forfaitaires du RSA, selon le type de foyer, au 1^{er} avril 2018

(en euros)

	Allocataire seul	Allocataire seul avec majoration	Allocataire en couple
Sans enfants	551	707	826
Un enfant	826	943	992
Deux enfants	992	1 179	1 157
Par enfant supplémentaire	220	236	220

Le RSA est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le seuil d'un **revenu garanti**.

Le revenu garanti est calculé comme la somme d'un montant forfaitaire, dont le montant varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge, d'une fraction des revenus professionnels des membres du foyer, fixée par décret à 62 %. Si les ressources initiales sont inférieures au montant forfaitaire, le foyer perçoit le RSA.

Rupture de série

Depuis le millésime 2018, les données de la CAF sont extraites avec 6 mois de recul, et non plus 2, afin d'assurer une meilleure qualité statistique. En l'absence de données rétrospectives, la présentation d'une série longue n'est pas possible.

Le revenu de solidarité active (RSA)

1 Allocataires et population couverte par le RSA en Occitanie au 31 décembre 2018

	Allocataires				Population couverte (1)		
	RSA	Part du RSA non majoré (%)	Part du RSA majoré (%)	Part des allocataires rattachés au régime agricole (%)	RSA	Part dans la population des moins de 65 ans (%)	Part de la population couverte et rattachée au régime agricole (%)
Ariège	6 151	90	10	5,0	11 493	10,2	4,9
Aude	16 472	89	11	2,3	33 409	12,1	2,3
Aveyron	4 216	88	12	3,6	8 321	4,1	3,4
Gard	31 215	89	11	2,0	64 937	11,3	2,5
Haute-Garonne	36 765	89	11	0,9	73 128	6,4	0,9
Gers	3 839	90	10	8,8	7 798	5,6	9,0
Hérault	41 018	89	11	1,7	81 604	9,0	2,0
Lot	3 853	91	9	2,7	7 118	5,8	3,4
Lozère	1 225	93	7	11,2	2 097	3,7	12,7
Hautes-Pyrénées	5 486	89	11	4,1	11 157	6,7	3,9
Pyrénées-Orientales	22 412	88	12	1,9	45 400	12,9	2,1
Tarn	10 605	88	12	2,3	22 251	7,6	2,5
Tarn-et-Garonne	6 608	87	13	4,8	14 463	7,1	4,7
Occitanie	189 865	89	11	2,3	383 176	8,4	2,4
France métropolitaine	1 696 600	88	12	1,6	3 396 500	6,6	1,6

(1) La population couverte comprend, outre l'allocataire, son conjoint éventuel, et s'il y a lieu les enfants et autres personnes à charge au sens des prestations familiales.

Sources : CAF, MSA, Insee

Le RSA non majoré

2 Allocataires et population couverte par le RSA non majoré en Occitanie au 31 décembre 2018

	Allocataires	Population couverte (1)		Bénéficiaires (2)	
	Nombre	Nombre	Part dans la population des moins de 65 ans (%)	Femmes	Hommes
Ariège	5 563	9 723	8,6	3 100	3 323
Aude	14 598	27 681	10,0	8 624	8 543
Aveyron	3 729	6 826	3,4	2 086	2 299
Gard	27 781	54 383	9,4	16 446	16 472
Haute-Garonne	32 603	60 722	5,3	18 323	19 858
Gers	3 468	6 657	4,8	2 034	2 131
Hérault	36 574	68 581	7,5	21 183	21 499
Lot	3 513	6 136	5,0	1 861	2 217
Lozère	1 141	1 848	3,2	553	767
Hautes-Pyrénées	4 876	9 298	5,6	2 797	2 970
Pyrénées-Orientales	19 628	37 045	10,5	11 403	11 009
Tarn	9 297	18 099	6,2	5 356	5 612
Tarn-et-Garonne	5 753	11 817	5,8	3 595	3 370
Occitanie	168 524	318 816	7,0	97 361	100 070
France métropolitaine	1 499 400	2 816 800	5,4	849 600	884 200

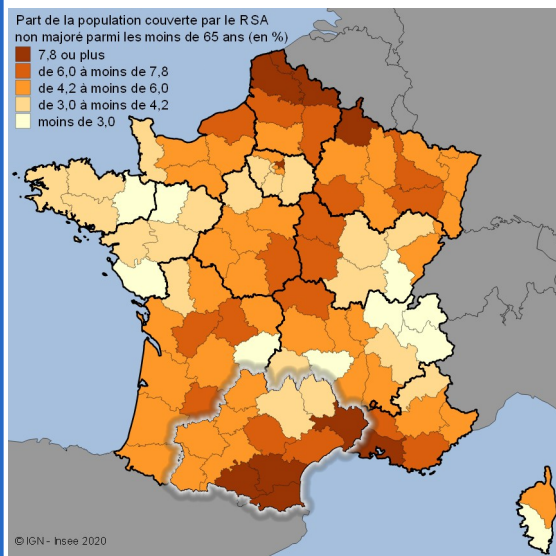
(1) La population couverte comprend, outre l'allocataire, son conjoint éventuel, et s'il y a lieu les enfants et autres personnes à charge au sens des prestations familiales.

(2) Les bénéficiaires comprennent les allocataires et leurs conjoints éventuels.

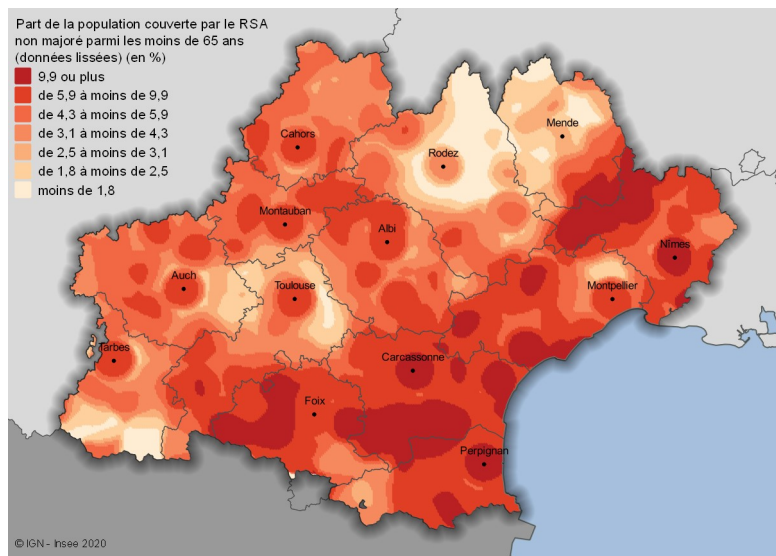
Sources : CAF, MSA, Insee

3 Part de la population couverte par le RSA non majoré au 31 décembre 2018

Par département de France métropolitaine

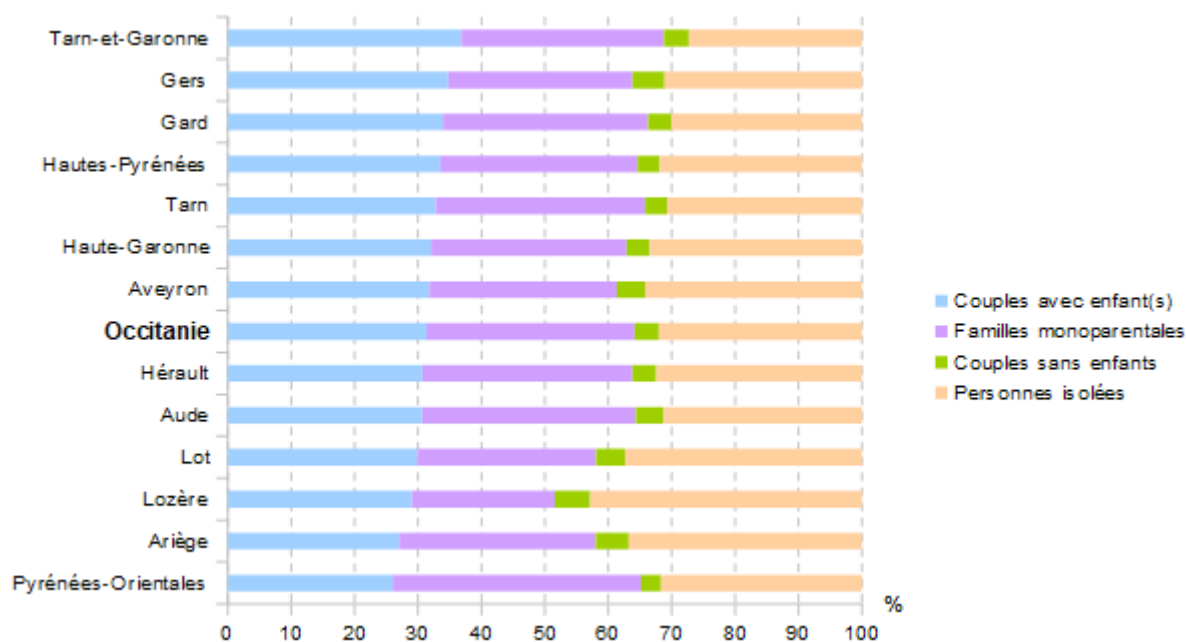


En Occitanie



Sources : CAF, MSA, Insee

4 Répartition de la population couverte par le RSA non majoré selon la situation familiale par département* en Occitanie au 31 décembre 2018 (en %)



* Les départements sont classés selon la part des couples avec enfant(s)

Lecture : en Occitanie, la population couverte par le RSA non majoré comprend 32 % de personnes isolées, 4 % de couples sans enfants, 33 % de familles monoparentales et 31 % de couples avec enfant(s).

Sources : CAF, MSA, Insee

Le RSA majoré

5 Allocataires et population couverte par le RSA majoré en Occitanie au 31 décembre 2018

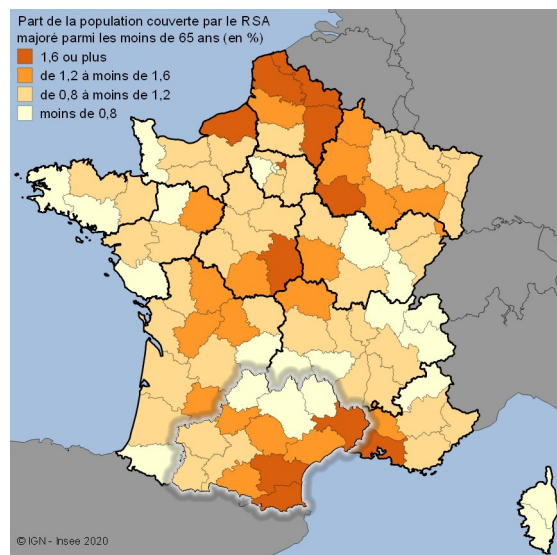
	Allocataires			Population couverte (1)	
	Nombre	Femmes	Hommes	Nombre	Part dans la population
Ariège	588	560	28	1 770	1,6
Aude	1 874	1 757	117	5 728	2,1
Aveyron	487	461	26	1 495	0,7
Gard	3 434	3 273	161	10 554	1,8
Haute-Garonne	4 162	4 018	144	12 406	1,1
Gers	371	349	22	1 141	0,8
Hérault	4 444	4 224	220	13 023	1,4
Lot	340	s	s	982	0,8
Lozère	84	s	s	249	0,4
Hautes-Pyrénées	610	576	34	1 859	1,1
Pyrénées-Orientales	2 784	2 667	117	8 355	2,4
Tarn	1 308	1 236	72	4 152	1,4
Tarn-et-Garonne	855	815	40	2 646	1,3
Occitanie	21 341	20 327	1 014	64 360	1,4
France métropolitaine	197 200	189 300	7 900	579 700	1,1

(1) La population couverte comprend, outre l'allocataire, son conjoint éventuel, et s'il y a lieu les enfants et autres personnes à charge au sens des prestations familiales.

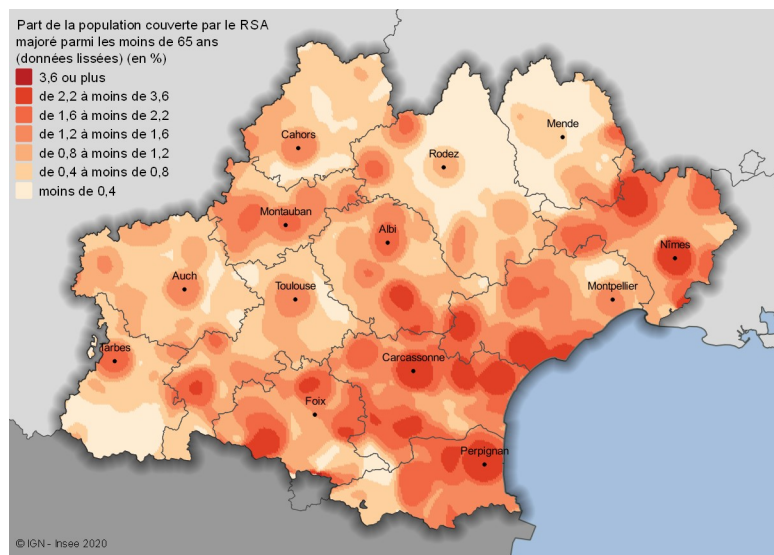
« s » : secret statistique
Sources : CAF, MSA, Insee

6 Part de la population couverte par le RSA majoré au 31 décembre 2018

Par département de France métropolitaine



En Occitanie



Sources : CAF, MSA, Insee

Tableau de bord de la précarité – édition 2020

Fiche 2 : l'allocation adulte handicapé

Définitions

L'allocation adulte handicapé (AAH)

Créée en 1975, l'allocation adulte handicapé (AAH) fait partie du dispositif de la Loi d'orientation en faveur des handicapés. Elle assure un minimum de ressources à des personnes handicapées en incapacité de travailler. Elle est versée par les caisses d'allocations familiales (CAF) et les caisses de la Mutualité sociale agricole (MSA).

Qui peut bénéficier de l'AAH ?

Ce minimum social est attribué selon des critères médicaux et sociaux évalués par les commissions départementales des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH). Elle est accordée dans deux cas : si on reconnaît au demandeur un taux d'incapacité d'au moins 80 % ou un taux compris entre 50 % et 79 % assorti d'une « restriction substantielle et durable pour l'accès à l'emploi ».

Son versement prend fin à partir de l'âge minimum légal de départ à la retraite en cas d'incapacité de 50 % à 79 % (l'allocataire bascule alors dans le régime de retraite pour inaptitude). En cas d'incapacité d'au moins 80 %, le bénéficiaire peut percevoir l'AAH au-delà de l'âge minimum légal de départ à la retraite en complément d'un avantage vieillesse (pension de retraite ou minimum vieillesse).

Depuis le 1^{er} janvier 2017, il n'est plus possible de cumuler l'AAH avec l'allocation de solidarité spécifique.

Le montant de l'allocation

Au 1^{er} novembre 2018, le plafond des ressources mensuelles s'élève à 860 euros pour une personne seule et à 1 625 euros pour un couple. Ces plafonds sont majorés de 427 euros par enfant à charge. L'AAH est une allocation différentielle. À taux plein, son montant correspond au plafond des ressources, soit 860 euros par mois pour une personne seule sans ressources. À taux réduit, elle s'adresse à l'allocataire qui perçoit d'autres revenus : son montant équivaut à la différence entre l'AAH à taux plein et l'ensemble de ses revenus. Depuis 2011, pour les bénéficiaires travaillant en milieu ordinaire, c'est-à-dire en dehors des établissements prévus pour les personnes handicapées, les ressources sont évaluées tous les trimestres. Pour les autres, l'évaluation reste annuelle (fondée sur les ressources de l'avant-dernière année). Des mécanismes d'abattement peuvent être pratiqués sur les revenus de l'allocataire ou de son conjoint. Sous certaines conditions, une majoration pour la vie autonome (105 euros) ou un complément de ressources (179 euros) est versé en supplément.

Rupture de série

Depuis le millésime 2018, les données de la CAF sont extraites avec 6 mois de recul, et non plus 2, afin d'assurer une meilleure qualité statistique. En l'absence de données rétropolées, la présentation d'une série longue n'est pas possible.

L'allocation adulte handicapé (AAH)

1 Allocataires et population couverte par l'AAH en Occitanie au 31 décembre 2018

	Allocataires (1)			Population couverte (2)	
	Nombre	Femmes	Hommes	Nombre	Part dans l'ensemble de la population (%)
Ariège	3 303	1 587	1 715	4 680	3,1
Aude	9 803	4 900	4 902	14 649	3,9
Aveyron	5 967	2 831	3 135	8 342	3,0
Gard	14 387	7 039	7 345	21 042	2,8
Haute-Garonne	26 045	12 492	13 551	38 909	2,8
Gers	4 612	2 254	2 358	6 631	3,5
Hérault	27 113	12 681	14 427	39 812	3,4
Lot	3 737	1 800	1 937	5 403	3,1
Lozère	2 785	1 224	1 561	3 529	4,6
Hautes-Pyrénées	6 704	3 338	3 366	9 705	4,3
Pyrénées-Orientales	11 358	5 298	6 059	16 089	3,4
Tarn	8 219	4 089	4 129	11 791	3,0
Tarn-et-Garonne	6 116	3 014	3 102	9 392	3,6
Occitanie	130 149	62 547	67 587	189 974	3,2
France métropolitaine	1 152 100	553 000	599 100	1 687 200	2,6

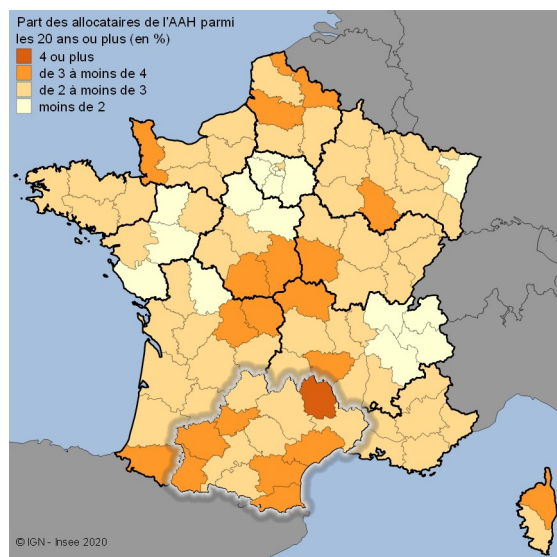
(1) Y compris personnes de sexe inconnu.

(2) La population couverte comprend, outre l'allocataire, son conjoint éventuel, et s'il y a lieu les enfants et autres personnes à charge au sens des prestations familiales.

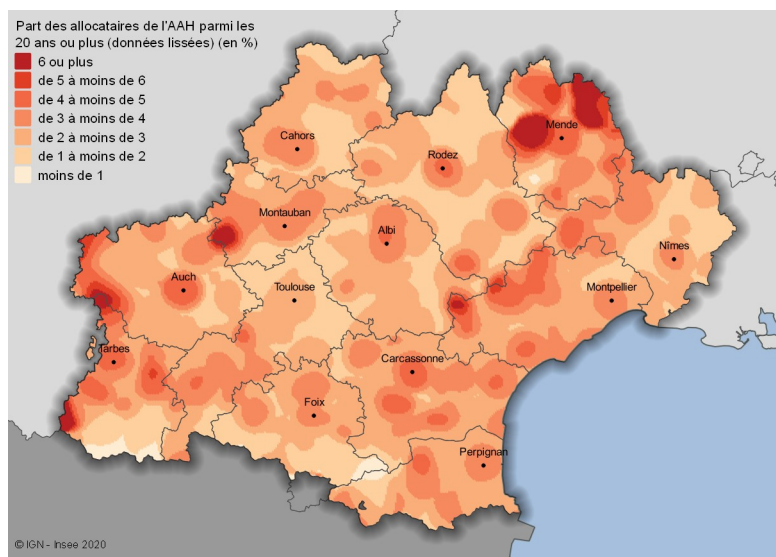
Sources : CAF, MSA, Insee

2 Part des allocataires de l'AAH au 31 décembre 2018

Par département de France métropolitaine

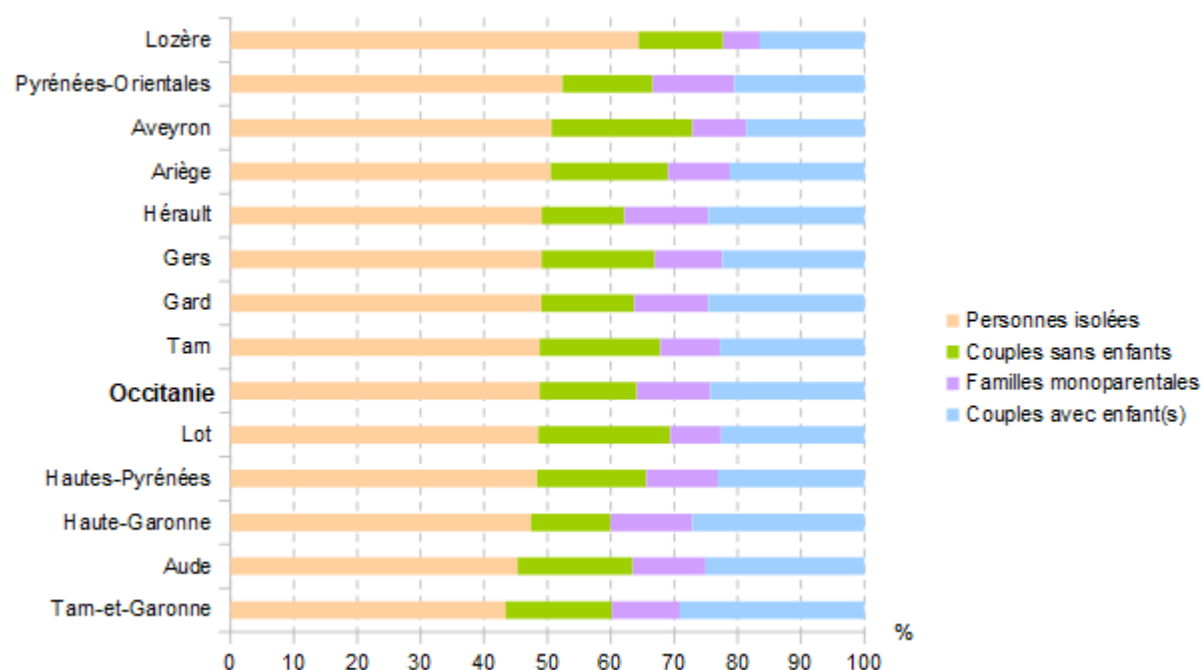


En Occitanie



Sources : CAF, MSA, Insee

3 Répartition de la population couverte par l'AAH selon la situation familiale par département* d'Occitanie au 31 décembre 2018 (en %)



* Les départements sont classés selon la part des personnes isolées

Lecture : en Occitanie, la population couverte par l'AAH comprend 49 % de personnes isolées, 15 % de couples sans enfants, 12 % de familles monoparentales et 24 % de couples avec enfant(s).

Sources : CAF, MSA, Insee

Tableau de bord de la précarité – édition 2020

Fiche 3 : l'allocation de solidarité spécifique

Définitions

L'allocation de solidarité spécifique (ASS)

Créée en 1984, l'allocation de solidarité spécifique (ASS), délivrée sous conditions de ressources et d'activité passée, est la principale allocation chômage du régime de solidarité financé par l'État. Ce minimum social est géré et versé par Pôle emploi.

Qui peut bénéficier de l'ASS ?

L'ASS est destinée à des demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits au régime d'assurance chômage. Pour en bénéficier, il faut être à la recherche effective d'un emploi, justifier de cinq ans d'activité salariée (à temps plein ou à temps partiel) dans les dix années précédant la fin du contrat de travail et ne pas dépasser le plafond de ressources. Il n'y a pas de condition d'âge minimum. En revanche, l'ASS ne peut être versée aux personnes qui ont atteint l'âge minimal légal de départ à la retraite et ont cotisé suffisamment de trimestres pour percevoir une retraite à taux plein. Les allocataires qui ont retrouvé un travail peuvent bénéficier, temporairement, d'un mécanisme d'intéressement.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, il n'est plus possible de cumuler l'ASS et l'allocation adulte handicapé.

Le montant de l'allocation

Au 1^{er} avril 2018, le plafond des ressources mensuelles pour bénéficier de l'ASS s'élève à 1 153,60 euros pour une personne seule et à 1 812,80 euros pour un couple. L'allocataire perçoit un forfait de 16,48 euros par jour (soit 494,40 euros par mois¹) si le revenu mensuel du foyer ne dépasse pas 659,20 euros pour une personne seule ou 1 318,40 euros pour un couple (ASS à taux plein). Au-delà, et dans la limite du plafond de ressources, l'allocation est dégressive (ASS à taux réduit) et correspond à la différence entre le plafond de ressources de l'ASS et les ressources mensuelles dont dispose le foyer.

¹ Montant calculé sur la base de 30 jours.

L'allocation de solidarité spécifique (ASS)

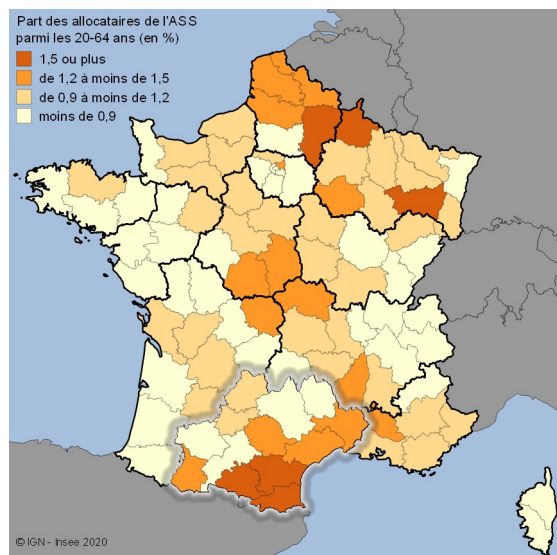
1 Allocataires de l'ASS en Occitanie

	Allocataires au 31 décembre						Part dans la population des 20-64 ans en 2018 (%)	Part des femmes en 2018 (%)	Part des 50 ans ou plus en 2018 (%)
	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2014-18 (%)			
Ariège	1 401	1 348	1 382	1 350	1 237	-11,7	-8,4	1,5	45,0
Aude	4 230	4 206	4 138	3 867	3 453	-18,4	-10,7	1,8	48,2
Aveyron	1 356	1 366	1 332	1 286	1 133	-16,4	-11,9	0,8	44,0
Gard	7 181	7 138	6 792	6 464	5 749	-19,9	-11,1	1,4	46,4
Haute-Garonne	7 907	7 972	7 618	6 891	6 123	-22,6	-11,1	0,8	47,4
Gers	1 143	1 187	1 127	940	803	-29,7	-14,6	0,8	44,5
Hérault	11 565	11 554	11 342	10 549	9 503	-17,8	-9,9	1,5	46,8
Lot	1 343	1 327	1 272	1 194	1 025	-23,7	-14,2	1,1	44,6
Lozère	334	345	335	297	284	-15,0	-4,4	0,7	41,2
Hautes-Pyrénées	2 036	2 020	2 001	1 873	1 559	-23,4	-16,8	1,3	45,2
Pyrénées-Orientales	5 062	5 197	5 142	4 963	4 482	-11,5	-9,7	1,8	46,1
Tarn	3 182	3 197	3 029	2 844	2 524	-20,7	-11,3	1,2	43,5
Tarn-et-Garonne	1 813	1 808	1 627	1 495	1 309	-27,8	-12,4	0,9	47,1
Occitanie	48 553	48 665	47 137	44 013	39 184	-19,3	-11,0	1,2	46,3
France métropolitaine	435 800	437 300	419 700	393 151	347 100	-20,4	-11,7	1,0	44,1

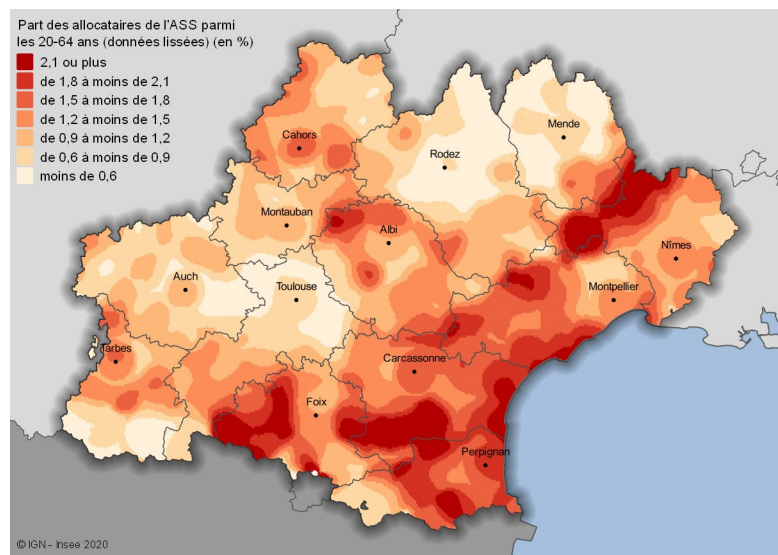
Source : Pôle emploi, Insee

2 Part des allocataires de l'ASS en 2018

Par département de France métropolitaine



En Occitanie



Source : Pôle emploi, Insee

Tableau de bord de la précarité – édition 2020

Fiche 4 : l'allocation supplémentaire vieillesse et l'allocation de solidarité aux personnes âgées

Définitions

Les allocations du minimum vieillesse

Le minimum vieillesse permet aux personnes âgées d'accéder à un seuil minimal de ressources. Deux allocations existent : l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA). L'ASV a été créée en 1956. L'ASPA, entrée en vigueur en 2007 dans le cadre de la réforme du minimum vieillesse, est destinée aux nouveaux entrants dans le dispositif et remplacera à terme l'ASV. Elle est versée par la caisse d'assurance retraite et de santé au travail (Carsat) ou la MSA pour les personnes qui dépendent du régime agricole.

Qui peut bénéficier du minimum vieillesse ?

Ces minima sociaux sont destinés aux personnes âgées d'au moins 65 ans (ou ayant atteint l'âge minimum légal de départ à la retraite, si elles sont reconnues inaptes au travail) qui disposent de ressources inférieures au seuil du minimum vieillesse. Elles doivent résider en France pendant plus de six mois au cours de l'année civile de versement de la prestation. Au moment de leur demande d'éligibilité, les personnes de nationalité étrangère, hors Union européenne, doivent être titulaires depuis au moins dix ans d'un titre de séjour les autorisant à travailler. Ces allocations sont financées par le Fonds de solidarité vieillesse (FSV).

Au 1^{er} avril 2018, le plafond de ressources mensuelles pour bénéficier de l'ASPA est de 833 euros pour une personne seule et de 1 294 euros pour un couple. Les aides au logement sont exclues du calcul des ressources.

Le montant de l'allocation

Une personne seule ou en couple avec un conjoint qui ne reçoit pas l'ASPA perçoit un forfait de 833 euros par mois si le revenu mensuel du foyer est nul. Un couple de deux allocataires de l'ASPA perçoit un forfait de 1 294 euros si le revenu mensuel du foyer est nul. Au-delà, et dans la limite du plafond de ressources, l'allocation est dégressive et correspond à la différence entre le plafond de ressources et le revenu mensuel du foyer. Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est possible de cumuler entièrement l'ASPA avec de petits revenus professionnels. Les montants maximaux de revenus salariaux ou non salariaux s'élèvent à 450 euros mensuels pour une personne seule et à 749 euros pour un couple.

L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)

1 Allocataires de l'ASPA et de l'ASV en Occitanie

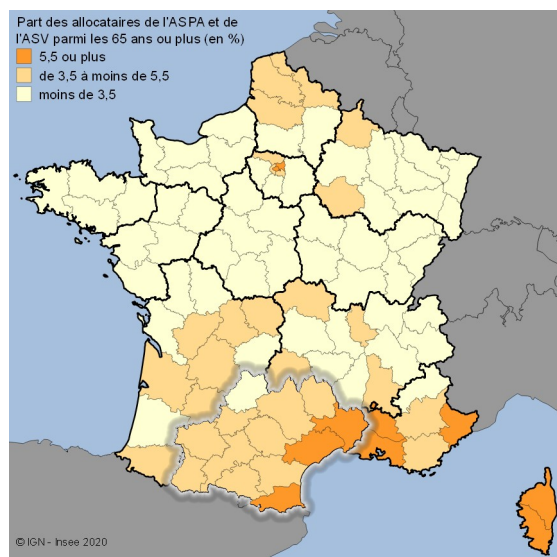
	Allocataires au 31 décembre								Femmes 2018	Hommes 2018	Part des allocataires rattachés au régime agricole en 2018 (%)
	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2014-18 (%)	Évolution 2017-18 (%)	Part dans la population des 65 ans ou plus en 2018 (%)			
Ariège	1 850	1 870	1 840	1 800	1 910	3,2	6,1	4,8	1 090	820	13,1
Aude	4 330	4 370	4 440	4 500	4 690	8,3	4,2	4,9	2 700	1 990	8,5
Aveyron	3 110	3 000	2 770	2 600	2 690	-13,5	3,5	3,6	1 650	1 040	15,2
Gard	8 740	8 940	9 280	9 280	9 740	11,4	5,0	5,8	4 700	5 040	14,4
Haute-Garonne	9 700	9 910	10 110	10 120	10 590	9,2	4,6	4,7	5 950	4 640	4,3
Gers	2 530	2 470	2 330	2 240	2 310	-8,7	3,1	4,4	1 430	880	19,5
Hérault	12 590	12 810	13 110	13 120	13 860	10,1	5,6	5,6	7 160	6 700	6,4
Lot	1 810	1 780	1 750	1 710	1 780	-1,7	4,1	3,5	1 070	710	12,4
Lozère	1 110	1 070	1 000	940	960	-13,5	2,1	5,0	480	480	16,7
Hautes-Pyrénées	2 760	2 750	2 670	2 620	2 770	0,4	5,7	4,5	1 720	1 050	8,7
Pyrénées-Orientales	6 620	6 720	6 720	6 710	6 880	3,9	2,5	5,6	3 690	3 190	4,8
Tarn	3 760	3 730	3 670	3 600	3 750	-0,3	4,2	3,9	2 230	1 520	10,1
Tarn-et-Garonne	3 080	3 080	3 040	2 950	3 060	-0,6	3,7	5,4	1 630	1 430	17,0
Occitanie	62 000	62 490	62 710	62 160	64 990	4,8	4,6	5,0	35 490	29 500	9,4
France métropolitaine	480 380	483 350	481 350	479 790	501 880	4,5	4,6	3,9	276 490	225 390	5,2

Note : Du fait des arrondis, la somme des lignes des départements n'est pas forcément égale à la ligne de l'Occitanie.

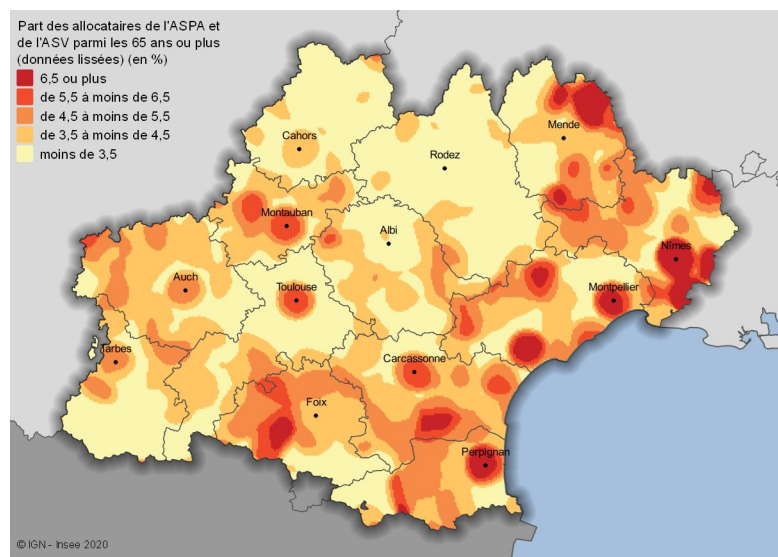
Sources : CNAVTS, MSA, SASV, CNRACL, FSPOEIE, RSI-Commerçants, RSI-Artisans, SNCF, Enim, Régime minier, Cavimac, Insee

2 Part des allocataires de l'ASPA et de l'ASV au 31 décembre 2018

Par département de France métropolitaine



En Occitanie



Sources : CNAVTS, MSA, SASV, CNRACL, FSPOEIE, RSI-Commerçants, RSI-Artisans, SNCF, Enim, Régime minier, Cavimac, Carsat, Insee

Tableau de bord de la précarité – édition 2020

Fiche 5 : la couverture maladie universelle complémentaire

Définitions

La couverture maladie universelle (CMU) de base et la protection universelle maladie (PUMA)

Depuis le 1^{er} janvier 2000, la loi sur la couverture maladie universelle (CMU) permet à toute personne, résidant en France de façon stable et régulière et qui n'est pas déjà couverte à quelque titre que ce soit par un régime obligatoire d'assurance maladie, de bénéficier de la sécurité sociale pour la prise en charge de ses dépenses de santé, et cela gratuitement et sans condition de ressource. C'est ce que l'on appelle la CMU de base.

Au 1^{er} janvier 2016, la CMU de base est supprimée et la protection universelle maladie (PUMA) entre en application. Elle assure aux personnes qui exercent une activité professionnelle en France ou qui résident en France de façon stable et régulière, la prise en charge des frais de santé en cas de maladie mais aussi de maternité, à titre personnel et de manière continue tout au long de la vie.

La couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C)

La CMU-C est une couverture maladie complémentaire, entièrement gratuite, destinée à faciliter l'accès aux soins des personnes disposant de faibles ressources et résidant en France de façon stable et régulière. Elle est renouvelable chaque année, à condition de toujours remplir les conditions de résidence et de ressources.

L'affiliation à la CMU-C permet la prise en charge du ticket modérateur, du forfait journalier en cas d'hospitalisation et la dispense d'avance de frais. Elle permet également la prise en charge de certaines prestations (prothèses dentaires, lunettes...), au-delà des montants remboursables par l'assurance maladie et dans la limite de tarifs fixés par arrêté.

En 2018, le plafond de ressources donnant droit à la CMU-C est de 734 euros par mois pour une personne seule en France métropolitaine.

Les foyers percevant le revenu de solidarité active (RSA) sont automatiquement éligibles à la CMU-C, sans nouvelle étude de leur dossier.

Depuis le 1^{er} novembre 2019, le public éligible à la CMU-C s'élargit aux personnes dont les ressources sont légèrement supérieures au plafond d'attribution de la CMU-C et qui pouvaient bénéficier de l'aide au paiement d'une complémentaire santé (ACS). Les dispositifs CMU-C et ACS sont ainsi remplacés par la complémentaire santé solidaire.

La population consommatrice est la population ayant eu au moins un remboursement de soins dans l'année.

La couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C)

1 Bénéficiaires de la CMU-C en Occitanie

	Bénéficiaires (1) au 31 décembre					Évolution 2014-18 (%)	Évolution 2017-18 (%)	Part dans la population consommante de moins de 65 ans en 2018 (%)
	2014	2015	2016	2017	2018			
Ariège	11 676	12 115	12 874	12 777	12 829	9,9	0,4	13,0
Aude	33 986	36 219	36 781	35 160	34 843	2,5	-0,9	14,5
Aveyron	10 799	11 648	11 837	11 280	10 897	0,9	-3,4	6,1
Gard	71 207	73 168	73 935	70 444	69 317	-2,7	-1,6	13,8
Haute-Garonne	91 241	97 266	101 024	97 372	93 674	2,7	-3,8	9,5
Gers	9 345	9 939	10 407	9 407	8 771	-6,1	-6,8	7,2
Hérault	99 107	104 568	106 688	101 952	100 113	1,0	-1,8	12,5
Lot	8 024	8 211	8 454	8 044	8 204	2,2	2,0	7,8
Lozère	2 805	2 825	2 971	2 877	2 719	-3,1	-5,5	5,8
Hautes-Pyrénées	14 032	14 400	14 961	14 209	13 422	-4,3	-5,5	9,3
Pyrénées-Orientales	49 663	50 553	52 466	51 350	50 963	2,6	-0,8	15,9
Tarn	25 465	26 426	27 029	27 075	26 491	4,0	-2,2	10,2
Tarn-et-Garonne	17 837	18 159	18 759	18 041	17 380	-2,6	-3,7	9,6
Occitanie	445 187	465 497	478 186	459 988	449 623	1,0	-2,3	11,3
France métropolitaine (2)	4 511 759	4 704 414	4 803 491	4 791 414	4 896 811	8,5	2,2	

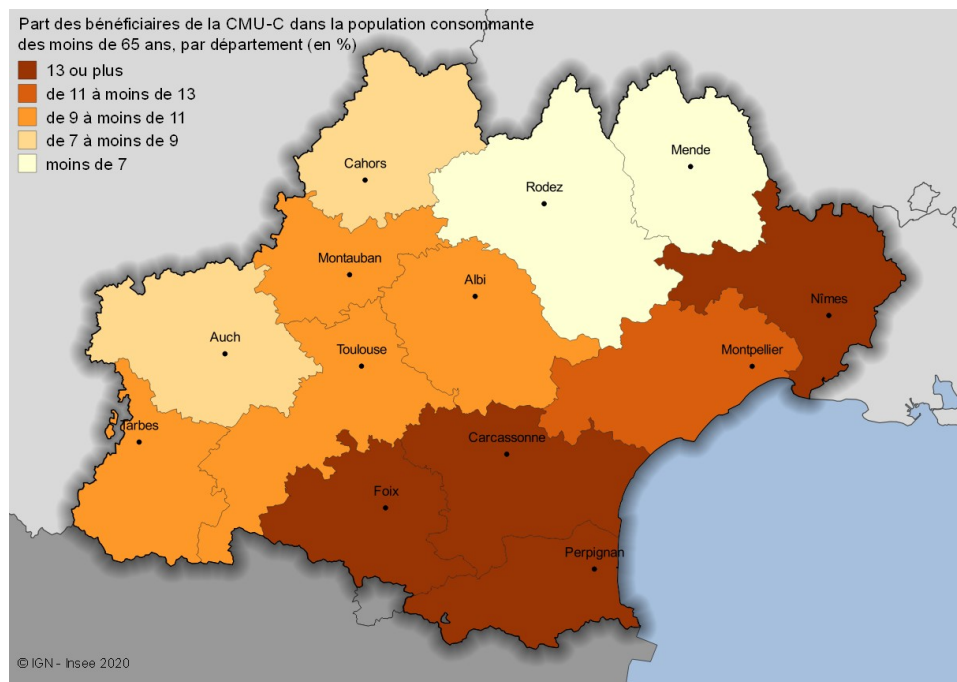
(1) Bénéficiaires (assurés et ayants-droit) de moins de 65 ans affiliés au Régime général (hors SLM), à la MSA ou au RSI

(2) Ces données sont en moyenne annuelle et proviennent des fonds CMU (Cnamts, MSA, RSI)

Champ : département de résidence

Source : système national des données de santé - Traitement ARS Occitanie, Insee

2 Part des bénéficiaires de la CMU-C en Occitanie au 31 décembre 2018



Source : système national des données de santé - Traitement ARS Occitanie, Insee

Tableau de bord de la précarité - édition 2020

Fiche 6 : la prime d'activité

Définitions

La prime d'activité

La loi du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi a institué la prime d'activité en lieu et place du RSA activité et de la prime pour l'emploi, à partir du 1^{er} janvier 2016 (1^{er} juillet à Mayotte).

La prime d'activité est financée par l'État et versée par les caisses d'allocations familiales (CAF) et les caisses de la Mutualité sociale agricole (MSA). Elle est un complément de revenus d'activité s'adressant aux travailleurs aux revenus modestes. Sa réglementation s'inscrit dans la continuité de celle du RSA activité, avec un barème identique au lancement de la prestation.

La prime d'activité s'adresse à de nouveaux publics, notamment aux jeunes de 18 à 24 ans. Elle complète les ressources du foyer dans la limite d'un montant plafond. Ce dernier correspond à la somme d'un montant forfaitaire (qui varie en fonction de la composition familiale), d'une bonification individuelle de 160 euros maximum et de 61 % des revenus d'activité.

Barème des montants mensuels forfaitaires de la prime d'activité, selon le type de foyer, au 1^{er} août 2018 (en euros)

	Allocataire seul	Allocataire seul avec majoration	Allocataire en couple
Sans enfants	552	708	827
Un enfant	827	944	993
Deux enfants	993	1 180	1 158
Par enfant supplémentaire	221	236	221

Rupture de série

Depuis le millésime 2018, les données de la CAF sont extraites avec 6 mois de recul, et non plus 2, afin d'assurer une meilleure qualité statistique. En l'absence de données réropolées, la présentation d'une série longue n'est pas possible.

La prime d'activité

1 Allocataires et population couverte par la prime d'activité en Occitanie au 31 décembre 2018

	Allocataires	Population couverte (1)		Bénéficiaires (2)	
	Nombre	Nombre	Part dans la population des moins de 65 ans (%)	Femmes	Hommes
Ariège	9 102	17 860	15,8	6 643	4 877
Aude	22 482	45 192	16,4	16 569	12 046
Aveyron	13 387	25 904	12,7	9 300	7 673
Gard	42 177	87 399	15,1	31 849	22 075
Haute-Garonne	79 070	144 114	12,5	56 156	40 119
Gers	8 910	17 217	12,4	6 397	4 754
Hérault	70 186	136 637	15,0	51 486	36 509
Lot	8 697	16 646	13,6	6 161	4 792
Lozère	4 129	7 635	13,4	2 651	2 580
Hautes-Pyrénées	12 038	23 077	13,8	8 664	6 292
Pyrénées-Orientales	30 595	60 756	17,2	22 403	15 940
Tarn	20 006	40 708	13,9	14 767	10 823
Tarn-et-Garonne	13 975	29 988	14,7	10 430	7 800
Occitanie	334 754	653 133	14,3	243 476	176 280
France métropolitaine	3 041 300	6 207 800	12,0	2 267 900	1 579 000

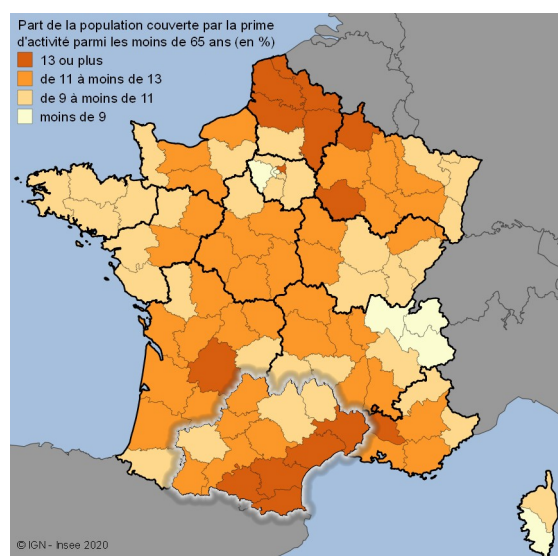
(1) La population couverte comprend, outre l'allocataire, son conjoint éventuel, et s'il y a lieu les enfants et autres personnes à charge au sens des prestations familiales.

(2) Les bénéficiaires comprennent les allocataires et leurs conjoints éventuels.

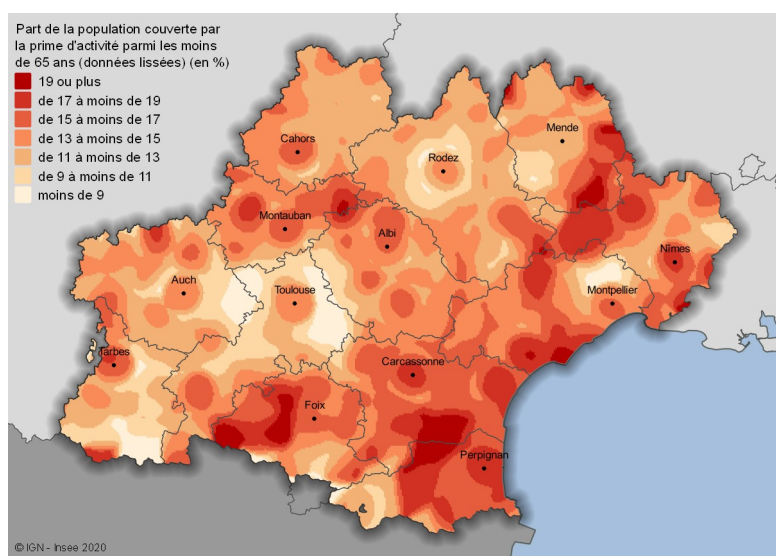
Sources : CAF, MSA, Insee

2 Part de la population couverte par la prime d'activité au 31 décembre 2018

Par département de France métropolitaine

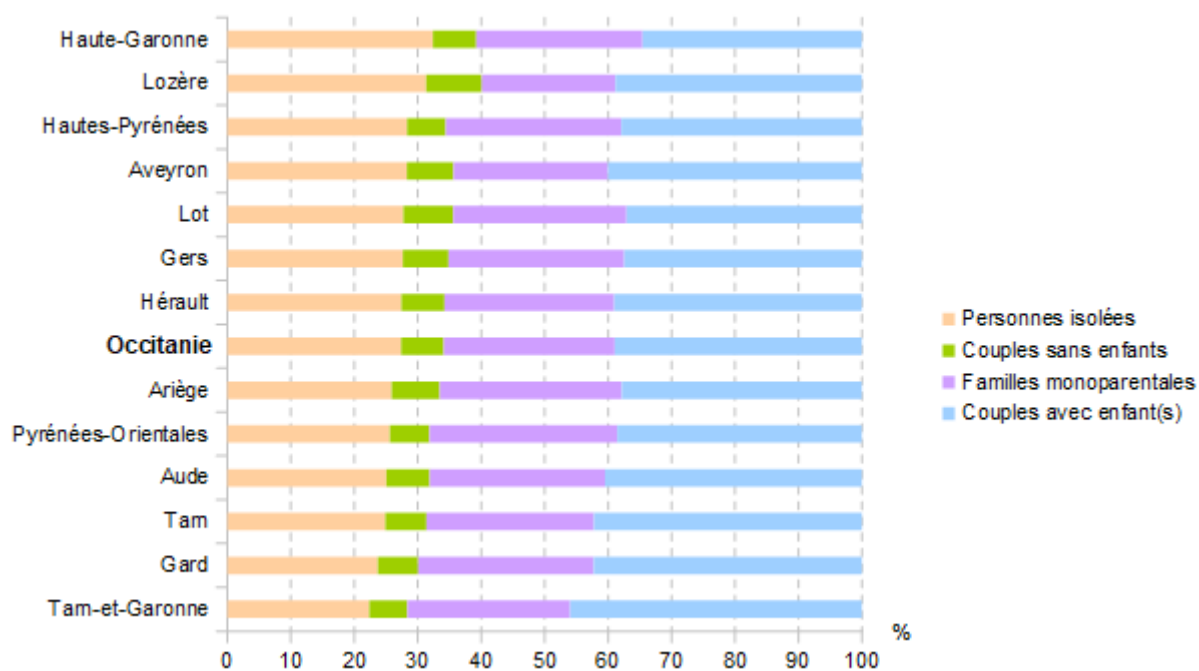


En Occitanie



Sources : CAF, MSA, Insee

3 Répartition de la population couverte par la prime d'activité selon la situation familiale par département* d'Occitanie au 31 décembre 2018 (en %)



* Les départements sont classés selon la part des personnes isolées

Lecture : en Occitanie, la population couverte par la prime d'activité comprend 27 % de personnes isolées, 7 % de couples sans enfants, 27 % de familles monoparentales et 39 % de couples avec enfant(s).

Source : CAF, MSA, Insee



Direction régionale
de la jeunesse, des sports
et de la cohésion sociale



Tableau de bord de la précarité - édition 2020

Fiche 7 : la précarité financière

Définitions

La précarité financière

Pour les données portant sur les revenus des allocataires de la CAF et de la MSA, le champ concerne une « population d'allocataires de référence » couvrant un champ plus restreint que celui de l'ensemble des allocataires. En effet, pour certaines catégories d'allocataires (personnes ne percevant aucune allocation CAF ou MSA, étudiants, personnes âgées de 65 ans ou plus, régimes spéciaux), les organismes n'ont pas connaissance de leurs ressources. Elles ne sont alors pas prises en compte dans ce dénombrement, ce qui a pour effet de sous-estimer la population en situation de précarité financière.

Les personnes en situation de précarité financière (ou « à bas revenus ») sont celles qui vivent dans un foyer allocataire de la CAF ou de la MSA et dont les ressources sont inférieures au seuil de bas revenus.

Le revenu des allocataires CAF et MSA utilisé pour mesurer la précarité financière est un revenu disponible avant impôt. Il correspond aux revenus imposables perçus par les personnes appartenant au foyer de l'allocataire, auxquels s'ajoutent les prestations versées mensuellement (minima sociaux, prestations familiales, aides au logement). Ce revenu est rapporté au nombre d'unités de consommation (UC) de chaque foyer allocataire. Le nombre d'UC est calculé selon les normes européennes : 1 pour le premier adulte du foyer, 0,5 pour les autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 pour les enfants de moins de 14 ans. Pour les familles monoparentales, une majoration supplémentaire de 0,2 s'applique ici spécifiquement pour l'estimation de familles à « bas revenus ».

Utilisé pour une approche monétaire de la précarité, le seuil de bas revenus est un seuil relatif déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie des bénéficiaires de prestations sociales. Il est égal à 60 % du revenu (disponible avant impôts) médian par unité de consommation de la « population d'allocataires de référence », soit à 1 071 euros mensuels par unité de consommation en 2018 en France métropolitaine.

Rupture de série

Depuis le millésime 2018, les données de la CAF sont extraites avec 6 mois de recul, et non plus 2, afin d'assurer une meilleure qualité statistique. En l'absence de données rétropolées, la présentation d'une série longue n'est pas possible.

La précarité financière

1 Allocataires et population couverte à bas revenus en Occitanie au 31 décembre 2018

	Allocataires	Population couverte (1)		Bénéficiaires (2)	
	Nombre	Nombre	Part dans la population des moins de 65 ans (%)	Femmes	Hommes
Ariège	12 937	26 816	23,7	8 603	7 358
Aude	33 757	73 600	26,7	23 431	18 687
Aveyron	15 792	34 795	17,1	10 732	9 742
Gard	65 447	148 780	25,8	46 425	36 350
Haute-Garonne	94 514	195 132	17,0	64 068	52 174
Gers	11 288	24 988	18,1	7 874	6 589
Hérault	101 698	221 060	24,3	70 737	57 053
Lot	11 059	23 390	19,1	7 417	6 563
Lozère	4 517	9 459	16,5	2 894	2 964
Hautes-Pyrénées	15 465	32 947	19,7	10 572	8 599
Pyrénées-Orientales	47 491	102 323	29,0	32 506	25 513
Tarn	26 290	59 080	20,2	18 514	14 719
Tarn-et-Garonne	18 351	44 155	21,7	13 437	10 627
Occitanie	458 606	996 525	21,9	317 210	256 938

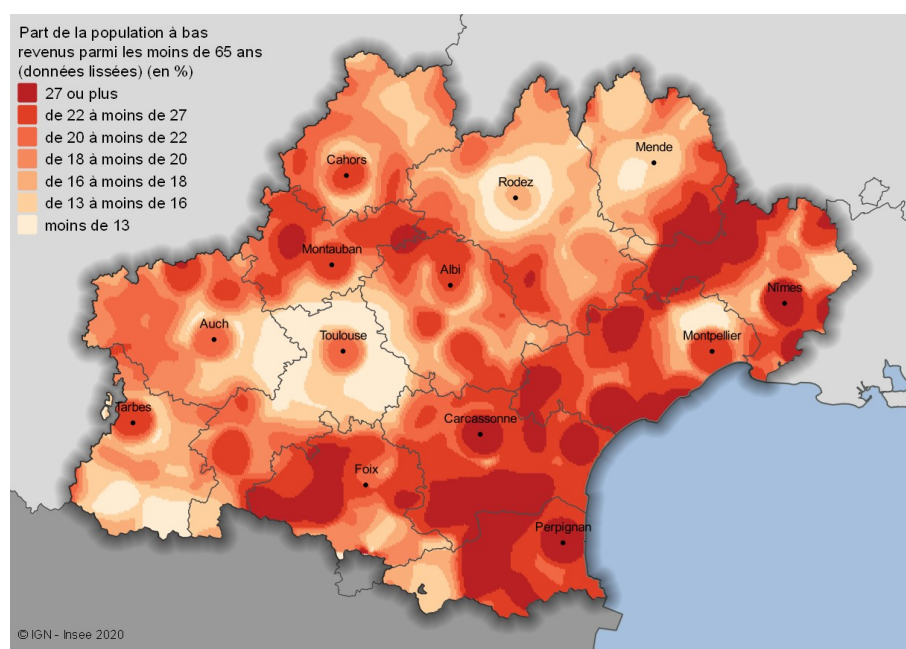
(1) La population couverte comprend, outre l'allocataire, son conjoint éventuel, et s'il y a lieu les enfants et autres personnes à charge au sens des prestations familiales.

(2) Les bénéficiaires comprennent les allocataires et leurs conjoints éventuels.

Le seuil mensuel de bas revenus à 60 % est de 1 071 € pour l'année 2018.

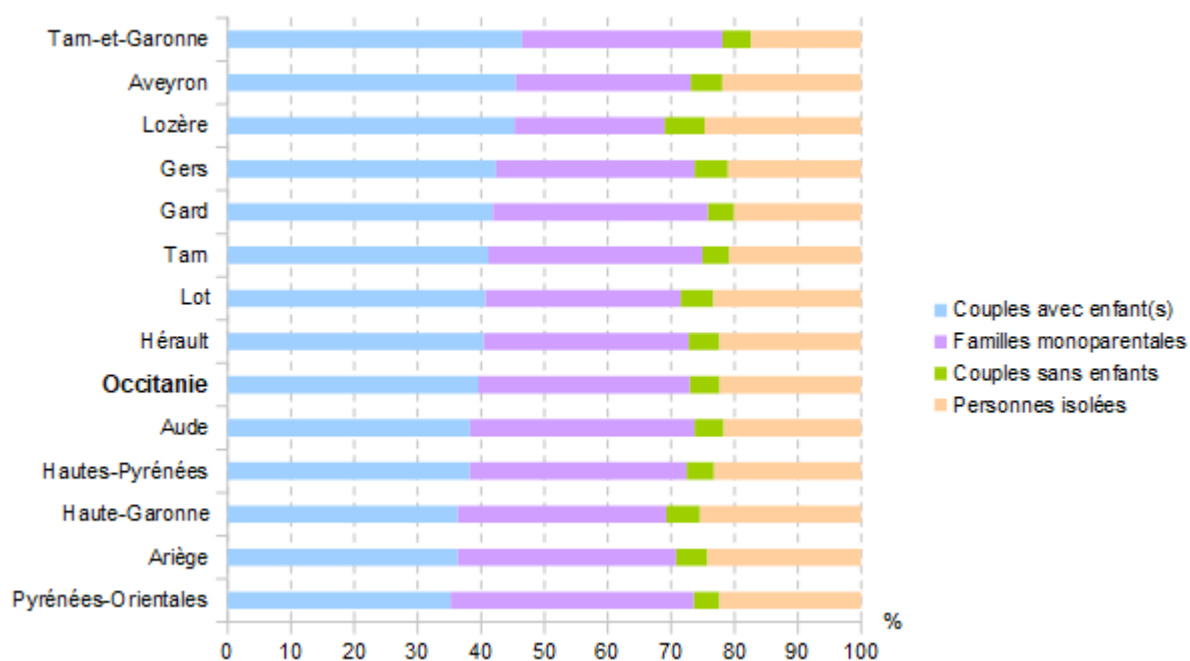
Sources : CAF, MSA, Insee

2 Précarité financière : population couverte à bas revenus en Occitanie au 31 décembre 2018



Sources : CAF, MSA, Insee

3 Répartition de la population couverte à bas revenus selon la situation familiale par département* d'Occitanie au 31 décembre 2018 (en %)



* Les départements sont classés selon la part des couples avec enfant(s)

Lecture : en Occitanie, la population couverte par la précarité financière comprend 22 % de personnes isolées, 5 % de couples sans enfants, 33 % de familles monoparentales et 40 % de couples avec enfant(s).

Source : CAF, MSA, Insee